



Les attaques contre l'action syndicale, un discours de classe, biaisé et vecteur d'inégalité sociales, article paru le 29 février sur le site de l'Observatoire belge des inégalités.

Prises d'otages, inefficacité, archaïsme, illégalité, irresponsabilité, conservatisme, coûts, opacité, corporatisme, irréalisme, dangerosité, violence... Les attaques contre les activités et mouvements syndicaux sont nombreuses et fréquentes. Alors apparaissent des propositions visant à limiter leur capacité d'action : création d'une personnalité juridique pour les syndicats, fin du rôle d'intermédiaire pour le paiement du chômage, limitation des possibilités d'action. Tant l'origine de ces remises en cause que leur pertinence ou les résultats attendus de ces attaques posent des enjeux en matière d'inégalités sociales. Ce sujet sera traité en deux articles, le premier identifiant l'origine de ces critiques et les moyens d'action mobilisés pour remettre en cause l'action syndicale, le second posant la question de la réalité de ces critiques et des conséquences en matière d'inégalités sociales. Un discours de classe qui se renforce

Au niveau de ce premier volet, il s'agit de s'interroger sur l'origine des remises en cause de l'action syndicale et des formes prises par celles-ci.

Qui sont les opposants à l'action syndicale ?

Les organisations patronales sont le premier adversaire. Elles dénoncent les conséquences des mouvements sociaux pour leurs activités et revenus, ainsi que l'impossibilité de transformer plus avant le marché du travail. C'est une position logique, les syndicats se sont constitués pour fédérer et organiser les travailleurs face au patronat. Il ne faut cependant pas oublier que les syndicats sont utiles au patronat, en contrôlant et canalisant les revendications des travailleurs. Patrons et syndicats sont d'ailleurs « partenaires » dans de nombreuses instances visant à fixer les salaires et le droit du travail.

Les relais politiques du patronat se trouvent principalement au niveau des partis de droite : MR en Wallonie, N-VA et OpenVLD en Flandre. Ces partis sont les plus critiques vis-à-vis des syndicats et les plus actifs pour remettre en cause leurs modes d'action. Néanmoins, ces critiques tendent à s'étendre aux (ex -) partis sociaux-chrétiens, CdH et CD&V et aux partis (dits) socialistes. Nous y revenons dans la suite de l'article.

Au niveau de la population, l'hostilité vis-à-vis des mouvements syndicaux est inégalement répartie. (...)

[Lire l'article dans son intégralité sur le site web http://inegalites.be](http://inegalites.be)

Pour continuer sur ce sujet, lire aussi: « Pourquoi tant de haine anti syndicale » publié le 8 mars [sur le site web de l'IEB](#)